

Les agricultures familiales dans la commune de Keur Momar SARR (Sénégal) : vulnérabilités et adaptations dans un contexte de forte pression foncière

Ibrahima Faye DIOUF

Laboratoire de Géographie Humaine

Département de Géographie

Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

(Sénégal)

Résumé : Les agricultures familiales de la commune de Keur Momar SARR, située au sud Delta du fleuve Sénégal, font face à un contexte marqué par une forte pression foncière lié aux effets de la promotion de l'agro-business. La gouvernance foncière communale et les orientations politiques nationales offrent des possibilités de capitalisation foncière aux grands capitaux et soumettent les petits producteurs dans une situation de vulnérabilités. L'analyse de la base de données de 146 producteurs à travers l'approche Sustainable Rural Livelihoods (SRL), de « *systèmes d'activités* » et de « *moyens d'existences* » et l'enquête qualitative sur la gouvernance foncière, révèlent diverses stratégies des producteurs maraichers. Elles sont articulées autour de la mobilisation de capitaux naturel, physique et social, d'une forme d'inscription dans l'économie de marché pour renforcer leurs exploitations familiales.

Mots-clés: Agriculture familiale, foncier, maraichage, vulnérabilité, fleuve Sénégal.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.7703110>



1. Introduction

L'agriculture familiale est une forme d'organisation de la production agricole articulée autour de la famille comme unité de production, avec une mobilisation forte de la main-d'œuvre familiale et une inclusion du patrimoine d'exploitation dans le patrimoine familial (Sourisseau et al. 2014). Elle est au cœur des dynamiques des espaces ruraux. Face au front impulsé par l'agrobusiness, les agricultures familiales restent la principale force productive (FAO, 2014). Leur capacité à répondre à la souveraineté alimentaire mondiale est manifeste. Elles représentent « *la forme d'agriculture la plus répandue dans le monde, elles occuperaient de 70 à 80 pour cent des terres agricoles et produiraient plus de 80 pour cent des denrées alimentaires mondiales* » (FAO, 2014). Malgré tout, elles peinent à mobiliser les différents facteurs de production. Au Sénégal, les agricultures familiales sont confrontées à des formes de vulnérabilités sociales et économiques liées à la variabilité environnementale (Hathie I. et Ba C., 2014), à l'irrégularité pluviométrique, à la baisse de la fertilité du sol. Elles font dès lors face à un ensemble de défis : un défi environnemental de préservation des facteurs de productions (terre, eau...) ; un défi économique et social de maintien d'une activité génératrice de revenus et de la vocation agricole des terres. Ces défis auxquels l'agriculture familiale est confrontée sont variables en fonction des contextes, des opportunités d'investissements, d'accès au marché, de diversification (Acloque D et Gassel P, 2015). Analyser la durabilité de ces structures familiales c'est comprendre leur degré de vulnérabilité, « *leur niveau d'exposition aux risques et leur capacité de résistance aux chocs* » (Charlery B., 2011, Saullier et al., 2018) qui reposent sur leur capacité à mobiliser les types de capitaux dans le cadre du modèle Sustainable Rural Livelihoods (SRL), des capitaux naturel, humain, social, physique et financier (Bonnal et al., 2014).

C'est dans un contexte marqué par des enjeux locaux et globaux, de développement de l'irrigation et de promotion de l'agrobusiness, que l'agriculture familiale est étudiée dans la commune de Keur Momar SARR (KMS). La gouvernance foncière constitue un des défis de la collectivité, dans une perspective de sécurisation des capacités productives des structures familiales. Néanmoins, dans les différents écosystèmes, les exploitations familiales mettent en place des formes d'adaptations voire de résiliences face aux chocs exogènes.

Comment les exploitations familiales dans la commune de KMS maintiennent un niveau de durabilité dans un contexte de forte pression foncière ? Quels sont les capitaux mobilisés dans le cadre du SRL pour répondre à leurs besoins socio-économiques ?

L'objectif de cet article est d'analyser la situation socio-économique des exploitations familiales maraichères au prisme de l'approche SRL, leur capacité de mobilisation des différents capitaux dans un contexte de forte pression foncière.

L'analyse repose sur une approche qualitative d'analyse des enjeux fonciers dans les communes du nord du Sénégal en particulier dans la commune de KMS, mais aussi sur l'exploitation d'une base de données issues de l'enquête auprès de ménages agricoles. .

2. Cadre conceptuel et méthodologique

Le cadre conceptuel et méthodologique mobilisé est le « Sustainable Rural Livelihoods ». Cette approche a été développée dans les années 1990, dans les travaux de Chambers et Conway (1991), Scoones (1998). Elle repose sur le plan normatif sur trois piliers, « *capability, equity, sustainability* » (Chambers et Conway, 1991), qui doivent sous-tendre la pérennisation des exploitations familiales. Ce cadre d'analyse revisité (Ellis, 2000, Sourisseau et al. 2014) interroge le concept de « Livelihoods » qui renverrait dans la littérature scientifique francophone aux notions de « *moyens d'existence* », de « *systèmes d'activités* » (Op.cit.). Le ménage est le pôle central de la grille d'analyse. L'objectif est de comprendre leur capacité de mobilisation de différents capitaux : le capital naturel (les terres de l'exploitation agricole, les conditions d'accès, la qualité et la disponibilité), le capital physique autour

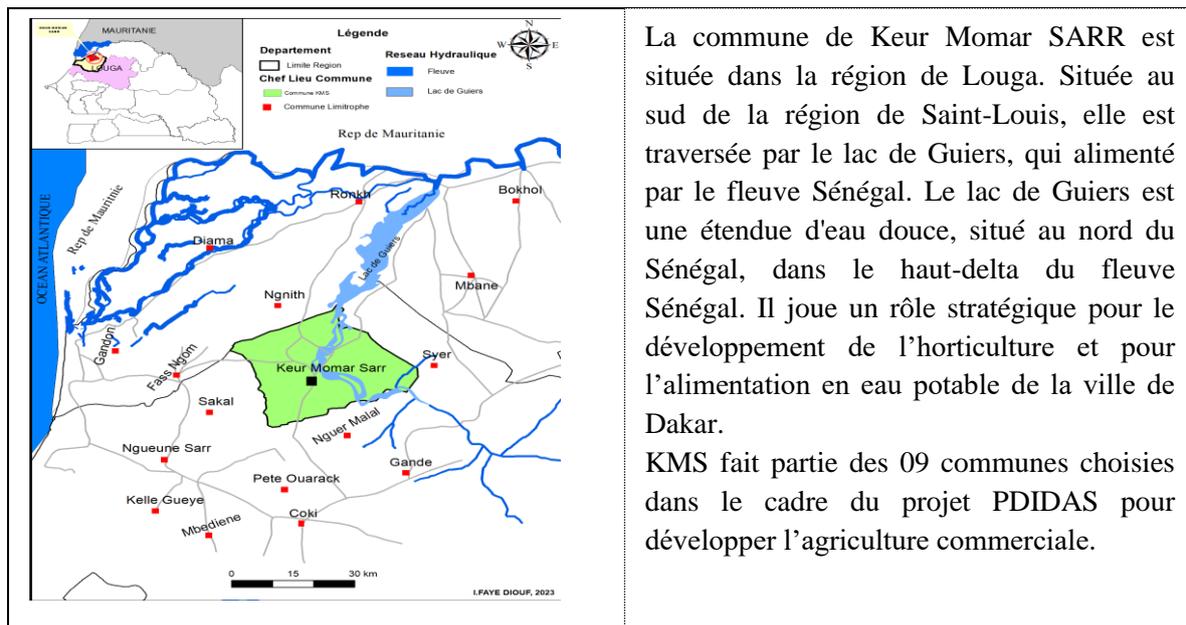
des équipements agricoles, le capital humain (la main d'œuvre de l'exploitation), le capital social lié à la participation à des organisations professionnelles et celui financier. La prise en compte des conditions économiques et institutionnelles (Bonnal et al., 2014) est importante dans la compréhension des capacités individuelles et collectives des exploitations familiales.

Une base de données, constituée à la suite d'une enquête par questionnaire auprès des 146 chefs de ménage, est analysée pour apprécier les formes de mobilisation des différents capitaux dans le cadre l'approche SRL. Cette démarche quantitative vient en complément à l'approche qualitative.

Dans la compréhension des conditions économiques et institutionnelles, l'approche qualitative a concerné essentiellement l'analyse de la gouvernance foncière dans la commune, les conditions d'accès au foncier, les règles formelles et les pratiques réelles, mais surtout la prise en compte de l'agriculture dans les attributions foncières. Les acteurs institutionnels, les conseillers municipaux, des services déconcentrés et les acteurs locaux ont été interrogés dans le cadre de l'approche. Cette approche éclaire sur les modalités d'accès du capital naturel.

L'article est organisé en trois parties. La première met en lumière le contexte économique et institutionnel à travers l'analyse de la gouvernance foncière dans la commune de KMS et le pari de l'agrobusiness au détriment de l'agriculture familiale. La seconde est articulée autour de la caractérisation des exploitations familiales et leur capacité à mobiliser les différents capitaux dans le cadre du SRL. Le dernier point révèle les opportunités offertes par le maraichage et les stratégies d'adaptations dans une perspective de durabilité.

Carte 1 : Localisation de la commune de KMS



3. Gouvernance foncière dans la commune de KMS : un pari de l'agrobusiness

L'exploitation agricole familiale est définie par la loi d'orientation agro-sylvo-pastorale N°2004-16 du 4 juin 2004, à son article 16, comme « une unité disposant de facteurs de productions (terres, bâtiments, cheptel, matériels, main-d'œuvre...) qui sont utilisés par un exploitant exerçant un métier de l'agriculture ». La dimension agricole, prépondérante dans cette acception prend aussi en compte toutes les activités liées et/ou complémentaires à l'agriculture (la pêche, la chasse, l'élevage,

l'artisanat...). Cette conception de l'exploitation familiale intègre les différents capitaux dans le cadre de l'approche SRL. KMS à l'image des communes situées près du lac de Guiers, offre des potentialités hydriques, un potentiel foncier, pour le développement de formes d'agricultures, notamment irriguée. Par conséquent, « *les principales ressources relatives à l'agriculture sont le foncier agricole, les espaces de pâturage, l'eau servant à l'irrigation et à l'abreuvement du bétail, et les ressources naturelles végétales* » (Soullier et al. 2018) sont mobilisées par les producteurs. Leur articulation devrait permettre de réduire leur situation de vulnérabilité et renforcer leur capacité. Le capital foncier constitue un élément structurant des exploitations familiales de KMS. Sa prise en compte dans est nécessaire dans la compréhension des logiques paysannes dans le contexte de pression foncière dans l'arrière-pays du lac de Guiers. Dans la commune de KMS, le développement de l'agriculture irriguée et la promotion de l'agriculture commerciale obligent les producteurs maraichers à s'adapter face. Leur cohabitation est faite de compromis, de tensions autour de la ressource foncière. La place de l'agrobusiness se comprend à travers les orientations politiques clairement définies par la réforme foncière et par la mise en place du Projet de Développement Inclusif et Durable de l'Agrobusiness au Sénégal (PDIDAS) depuis 2014. Le décret fixant la création de la commission de la réforme foncière, en son article 2, s'est donné comme grandes orientations « *d'identifier les contraintes et de mettre en place un cadre juridique et institutionnel attractif, offrant des garanties aux investisseurs et assurant la sécurité et la paix sociale* »¹. Un jeu d'équilibre, de promotion de l'agrobusiness et de préservation de la paix sociale, auquel les collectivités territoriales doivent faire face. Il donne lieu à des formes d'adaptations, voire des ajustements des normes foncières dans les mécanismes d'accès à la terre.

Les enquêtes révèlent que l'implantation de l'agrobusiness et les enjeux fonciers qu'elle implique poussent à des compromis entre acteurs territoriaux, les petits producteurs et des investisseurs pour l'acquisition de terrains agricoles. Pour l'accès au capital foncier de l'agro-industrie, la négociation peut débiter entre le requérant et les autorités municipales et administratives avant la prise en compte de l'avis des propriétaires coutumiers. Elle peut également prendre la forme d'une validation par les services techniques et le conseil municipal d'un accord de cessions de terres préalablement contracté entre les investisseurs et les propriétaires locaux. C'est sur ce même principe que la négociation s'est faite avec les sociétés SEPAM et SENSE-AGRI. La société SEPAM a bénéficié d'une assiette de 1000 ha de terre dont à peine 200 ha sont mises en valeur à travers le maraichage. Ce phénomène s'apparente à un processus d'acquisition de terre à grande échelle (ATGE), déploré par les petits producteurs. Ladite société a réussi à immatriculer ces espaces, jadis dédiés à l'agriculture familiale, sans une réelle mise en valeur. La société SENSE-AGRI, située à proximité du lac de Guiers, est dans la même stratégie de mobilisation foncière. L'acquisition de 12 ha de terres, directement par achat auprès des détenteurs coutumiers, en dehors de tout cadre légal alimente les pratiques spéculatives autour du foncier.

Ces modalités d'accès au foncier tranchent avec les ambitions du projet PDIDAS et renseignent sur les pratiques quotidiennes autour du foncier. En effet ce projet, dans le cadre du PRACAS (Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise), cherche à la fois à aider à la sécurisation de l'assiette foncière des collectivités territoriales et à promouvoir l'agro-industrie à travers le développement de l'horticulture. Il marque tout le paradoxe des interventions étatiques et la place réservée à l'agriculture familiale. Le PDIDAS promu par l'État du Sénégal marque clairement l'option choisie de renforcement de la production agricole dans les zones de la vallée de Ngalam et du lac de Guiers. Il s'inscrit dans la logique des interventions publiques dans l'agriculture irriguée depuis 2009

¹ Décret N°8 2012-1419 du 06 Décembre 2012.

avec la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et Abondance² (GOANA), à la suite de la crise alimentaire de 2008. Le PDIDAS repose sur un certain nombre d'objectifs qui passe par l'aménagement de systèmes d'irrigation, et par l'appui dans la clarification des modalités d'accès à la terre. A travers la mise en place de bureaux fonciers dans les différentes collectivités territoriales, l'objectif est d'accompagner les acteurs locaux dans la définition de nouveaux outils de gestions foncières avec la mise en place d'un Système d'Information Foncière (SIF). Cet instrument vient en appui au Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS). Malgré ces dispositifs, mis en place depuis 2016 en ce qui concerne le SIF, les agricultures familiales sont les principaux perdants dans ce processus de promotion de la souveraineté alimentaire.

L'accès à la terre dans les collectivités territoriales est régi à la fois par le droit coutumier et les règles formelles fixées par la Loi sur le domaine national (LDN). L'objectif du PDIDAS, qui recoupe l'ambition affichée par l'État du Sénégal dans le cadre de la réforme foncière, est de faciliter l'accès à la terre aux acteurs privés afin d'impulser un développement agricole qui soit bénéfique pour tous. C'est dans ce contexte de promotion de l'agrobusiness que des exploitations familiales déploient des stratégies de consolidation des acquis fonciers, de renforcements des productions maraichères. L'ambition de la réforme d'assurer « *la sécurité et la paix sociale* », de promouvoir le partenariat public-privé dans l'agriculture irriguée dans la zone du Delta (Sylla et al, 2023), tranche avec les tensions entre agriculture familiale et agrobusiness. Près de 50% des exploitations agricoles, 73 sur 146 avancement des problèmes fonciers. Les occurrences « *accès au foncier* », « *accaparement de terre* », « *disputes* », « *difficulté d'augmentation des surfaces* », révèlent un contexte tendu autour du foncier agricole, de contournement des dispositifs légaux, de pratiques clientélistes.

La mobilisation des différents types de capitaux agricoles dans la production maraichère interroge sur le niveau de productivité.

4. Des capacités renouvelées : la mobilisation des « capitaux » agricoles des producteurs maraichers

4.1. Les capitaux naturel et humain au cœur de la production agricole

Les producteurs maraichers, composés de 97,9% de sexe masculin dans notre échantillon, se situent majoritairement dans la classe d'âge des adultes entre 36 et 60 ans. Ils mobilisent différents types de capitaux : naturel, physique, humain. Ces ressources productives, la « *taille des parcelles* » agricoles et de la « *main-d'œuvre familiale* », « *l'équipement agricole* », les « *semences agricoles* » interrogent la notion de « *capabilité* » de Sen Amartya, qui fait référence de manière implicite à la notion de contrainte, mais aussi à celle d'opportunité, de libertés des acteurs sociaux en milieu rural (Diouf, 2013), dans l'atteinte d'objectifs de production et d'augmentation des revenus agricoles. Le capital foncier est un des indicateurs de l'investissement productif et des potentialités maraichères.

Ce tableau 1 ci-dessous explicite les surfaces emblavées. Globalement, elles restent faibles. 82,9% des exploitants ont des superficies inférieures à 3 ha, pour la moitié des exploitations familiales interrogées, les parcelles agricoles sont inférieures à 1ha. Elles répondent aux caractéristiques des petites exploitations familiales.

² GOANA est un programme agricole initié en 2009 par l'État du Sénégal pour répondre à la problématique de la souveraineté alimentaire au Sénégal.

Tableau 1 : Taille des surfaces agricoles des exploitations familiales.

		Fréquence	Pourcentage (%)	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	a. 0 - 250 ares	5	3,4	3,4	3,4
	b. 251 - 500 ares	26	17,8	17,8	21,2
	c. 501 - 1 ha	45	30,8	30,8	52,1
	d. 1 - 3 ha	45	30,8	30,8	82,9
	e. + de 3 ha	25	17,1	17,1	100,0
	Total	146	100,0	100,0	

Source : Enquête, 2022.

Avec le développement du système de production irriguée, la terre est devenue la principale ressource dans le processus de production. Sa valeur agricole a considérablement augmenté et ses conditions d'accès ont évolué. Elle fait l'objet d'appropriation de populations autochtones, qui ont peur de se voir dépossédées de leur principal moyen de subsistance, avec le développement de l'agrobusiness. Des stratégies de capitalisation foncière apparaissent ainsi sous différentes formes, dans toutes les exploitations agricoles, comme le meilleur moyen de sécurisation des facteurs de production. Les modes de tenures foncières renseignent sur ces mécanismes d'accès et d'appropriation du foncier dans la commune. Elles sont déclinées en deux catégories : le faire valoir direct (legs) et le faire valoir indirecte qui regroupe des modalités d'accès à la terre qui traduisent des pratiques hybrides de compromis, d'adaptations voire de contournements des dispositifs légaux. Dans les modes de tenures foncières, le faire valoir direct avec l'héritage (67,8% des exploitants), le plus présent, suivi de la location (25,3%). Le dispositif formel mis en place par la Loi sur le domaine national et l'appui du PDIDAS dans la formalisation des conditions d'accès à la terre n'impacte pas le processus de mobilités foncières entre acteurs. L'attribution, le mode d'accès préconisé dans le cadre formel reste marginal avec 6,2% des producteurs. Les pratiques d'achat (2,7%), de location (25,3%), sont révélatrices d'un marché foncier dynamique en dehors de tout cadre légal³. Elles offrent aussi des possibilités d'accès à la terre pour les exploitants maraichers non détenteurs de parcelles. Près de 30% d'entre eux (29,5% des cibles soit 43 producteurs) ne sont pas propriétaires des terres mises en valeur. Ainsi, si pour certains producteurs, la terre est un patrimoine à valoriser. Pour le ¼ des producteurs (25,3%), elle pèse sur les coûts de production avec les frais de location. Au final, le foncier agricole reste encore un bien familial régi par le droit coutumier. Dans un contexte de promotion de l'agrobusiness et d'inscription de la terre dans un circuit marchand, certains sécurisent le patrimoine foncier avec l'acquisition d'un titre foncier. Alors que le droit coutumier suffisait à garantir la terre, cette tenure exclusive qui concerne 23,3% des répondants est une réponse à un contexte foncier tendu. La mise en valeur des périmètres maraichers mobilise des équipements agricoles et la main-d'œuvre familiale. L'outillage agricole assez modeste vient en appoint à la force humaine. Ce capital physique est composé de petits matériels, des moyens d'arrosage, de charrettes, daba. Avec le lac de Guiers comme principale source d'approvisionnement d'eau productive dans un cadre l'irrigation à la raie, l'outil de « *pompage* » est l'équipement agricole le plus présent dans les structures familiales. L'utilisation de ces motopompes à l'image des matériels mobilisés dans le Delta dans la riziculture irriguée participe de l'autonomisation des petits producteurs (Sylla et al, 2023). Seuls 3,6% des chefs de ménages utilisent de matériels agricoles plus sophistiqués avec des tracteurs pris en louage.

³ **Loi n° 64-46 du 17 juin 1964** relative au Domaine national, dans ses principes, précise que la terre est à « *accès gratuit* » et l'« *insusceptibilité d'appropriation privée* »

Situés dans un environnement relativement propice, avec la présence du lac de Guiers qui offre des possibilités en termes d'accès à l'eau productive, les chefs de ménages de la commune de KMS qui sont engagés dans la production maraichère mobilisent à la fois une main-d'œuvre familiale et salariée. La taille de la main-d'œuvre du ménage se situe entre 6 et 10 personnes pour 41,1% de l'effectif total enquêté, et 11 à 15 personnes pour 29,5% des exploitations familiales. Elles se situent dans la taille moyenne nationale des ménages agricoles qui est de 9,5 personnes (Dapsa, 2020).

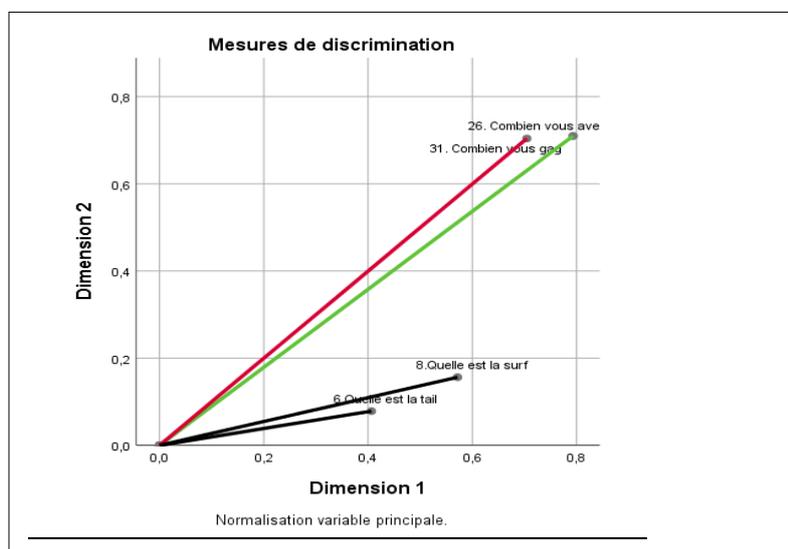
Le recours à la main-d'œuvre salarié est presque systématique. Près des 2/3 des producteurs maraichers (73,3%) mobilisent entre 1 et 3 saisonniers en moyenne durant les campagnes. La mobilisation des facteurs de production, considérés comme des « *réducteurs de pauvretés* » (Bockel et al, 2001), interroge les capacités des producteurs.

4.2. Avantages et coûts de l'agriculture familiale : capacité d'adaptation et de résilience

Les capacités de résilience sont appréciées en fonction du capital financier issu des activités économiques des chefs de ménage. La stratégie familiale est articulée autour de deux logiques : une logique de commercialisation des produits agricoles et celle autour de la multi-activité. La production maraichère se déroule selon un calendrier cultural qui suit deux tendances. La moitié des exploitants (49,3%) ne pratique la culture maraichère que durant la saison froide, alors le reste (50,7%) fait le choix d'une double saison, froide et chaude. Ce graphique de l'Analyse de Composante Multiples (ACM) décrit la corrélation entre les facteurs de productions des ménages agricoles.

Les variables d'analyse « *coûts de production* », « *revenus agricoles* », « *surfaces agricoles* », « *taille du ménage* », montrent des niveaux de corrélations sur le plan de projection. Les variables « *coûts de production* » matérialisées par la ligne « rouge » et « *revenus agricoles* » par le « vert » sont fortement corrélées. Avec des moyennes de 0,751 et 0,704, ils expliquent au mieux le plan de projection de l'ACM. Les autres variables corrélées sont la « *taille du ménage* » et les « *surfaces agricoles* ».

Graphique 1: Analyse de Composantes Multiples de différentes variables de production



Source: Enquête, 2022.

L'estimation des coûts de production révèle des niveaux d'investissement relativement importants par campagne. Les producteurs qui dépensent entre 100.000 FCFA⁴ et 300.000 FCFA représentent 28,1% de l'effectif et celles qui investissent entre 300.000 FCFA et 600.000 FCFA représentent 25,3%. Les

⁴ 1 euro correspond à 655 FCFA.

investissements les plus conséquents dépassent le million (+ 1.000.000 FCFA) et concernent 21,3% des producteurs. Ces dépenses sont révélatrices d'une part d'un niveau d'engagement élevé des agricultures familiales dans la production maraichère, mais aussi des coûts de production élevés de l'agriculture irriguée. L'utilisation de parquets technologiques dans l'agriculture familiale, « *l'engrais chimique* » par 69,9% de l'effectif, le coût de l'énergie (gasoil) lié à « *l'irrigation à la raie* » par la quasi-totalité des exploitants (97,3%), des formes de mécanisation variables selon les surfaces, impliquent des coûts financiers relativement conséquents.

Ces coûts sont ressentis comme les principales contraintes de la culture maraichère irriguée. L'enquête met en évidence trois niveaux de contraintes : économique, environnemental et sociétal. Les difficultés économiques relèvent de coûts de production, la « *cherté des semences et des fertilisants* », « *les difficultés d'accès au crédit* » et les pertes liées à des « *difficultés de conservation* » des produits maraichers. Ces contraintes s'expliquent par le manque de structuration de la filière oignon, principale spéculation, et les stratégies individuelles des producteurs maraichers. La qualité des facteurs de production « *eau et sol* », vue comme des problèmes environnementaux et le manque d'encadrement renforcent les vulnérabilités des exploitations familiales qui présentent des niveaux de revenus variables selon les saisons.

Tableau 2 : Les différentes contraintes ressenties par les chefs de ménages

Economique	Environnemental	Sociétal
Problème d'accès au crédit	Problème lié à la qualité de l'eau	Manque de formation et d'encadrement des producteurs
Cherté des semences et de l'engrais	Attaque de parasites	Accès au foncier
Conservation des produits	Problème lié à la qualité du sol	Divagation des animaux

Source : Enquêtes, 2022.

Le niveau de satisfaction des producteurs montre que les revenus agricoles, issus de la commercialisation et des activités connexes dans une logique de pluriactivités, ne couvrent pas les investissements consentis. Au niveau du capital financier, les gains issus de la vente des récoltes est la première source de revenus. La commercialisation est la première destination de la production avec 95,2% des réponses enregistrées. Elle porte sur l'oignon et la tomate, les deux spéculations phares, parmi les dizaines produites dans la commune. Une faible part de production participe à l'alimentation domestique. Les revenus financiers estimés ont été corrélés à la superficie agricole moyenne par parcelle. Il apparaît une forte corrélation entre les superficies mises en cultures et les gains après commercialisation.

Tableau 3: Tableau croisé superficie agricoles et revenus par campagne.

Surfaces agricoles	Estimation des revenus agricoles par campagne						Total
	Non réponses	- de 100 000 FCFA	100 001 à 300 000 FCFA	300 001 à 600 000 FCFA	600 001 à 1000 000 FCFA	+ de 1 000 000 FCFA	
b. 250 - 500 ares	0	3	5	3	0	0	11
c. 500 ares -1 hectare	1	7	21	4	3	0	36
d. 1 - 3 hectares	5	10	17	9	7	6	54
e. + de 3 hectares	2	4	6	7	11	15	45
Total	8	24	49	23	21	21	146

Source : Enquêtes, 2022.

Il ressort des réponses formulées par les enquêtés que les exploitations agricoles qui disposent de superficies les plus importantes, plus de 3 hectares, présentent des niveaux de revenus les plus élevés. Sur les vingt une [21] réponses enregistrées parmi celles qui ont des gains supérieurs à 1.000.000 FCFA par campagne, pour les quinze [15] producteurs qui ont les surfaces agricoles les plus vastes (+ de 3 ha). Pour le deuxième niveau de revenus (600.001 à 1.000.000 FCFA), un plus de la moitié des exploitants affirme disposer de plus de 3 hectares de terres. Cette corrélation positive entre le niveau de revenus et les surfaces agricoles traduit le rôle du foncier, comme critère discriminant entre les agricultures familiales. L'évaluation de ces niveaux de revenus est aussi fortement corrélée aux dépenses engagées.

La production est destinée à la fois aux marchés locaux (58% des réponses enregistrées) et aux grandes villes comme Saint-Louis et Dakar. La demande en produits maraichers avec la présence de marchés urbains et au niveau local permet de maintenir la viabilité des exploitations familiales qui misent sur des spéculations à forte demande sociale. Le choix de l'oignon et de la tomate s'explique par la consommation domestique importante dans les grands centres urbains et l'insuffisance de la production locale à répondre à la demande nationale. Le niveau de satisfaction des campagnes agricoles est assez variable, si 85 exploitants déclarent leur satisfaction (58,2%) de l'effectif, 55 producteurs (58,2%) sont plus nuancés et se déclarent mécontents des revenus agricoles. Les écueils peuvent être classés en trois catégories : les risques qui pèsent sur la production agricole avec des pertes enregistrées selon les années ; les difficultés liées à la commercialisation avec des produits importés (oignon importé) qui inondent le marché et concurrencent les produits locaux. Au final, les gains de production restent assez aléatoires et dépendent de ces facteurs exogènes.

L'estimation des investissements et des revenus agricoles montre que les coûts relativement importants consentis par les exploitants sont à peine couverts par les gains financiers. Une forte corrélation est relevée entre les niveaux d'investissement et de revenus. Les exploitations familiales (15) qui investissent le plus dans la production maraichère irriguée sont celles (15) qui déclarent des niveaux de revenus les plus élevés. Par ailleurs, les ménages situés à des niveaux de revenus entre 100.000 et 300.000 FCFA sont au nombre de quarante-neuf [49] et quarante-un [41] pour celles déclarant investir les mêmes ordres de grandeur.

Au regard des coûts engagés et des revenus estimés, la satisfaction des besoins familiaux et la durabilité des agricultures familiales est questionnée. La pluriactivité et la diversification des sources de revenus avec la pratique d'activités non agricoles s'inscrivent dans la logique de réduction de la vulnérabilité des ménages et de recherches de ressources additionnelles. Les chefs d'exploitants sont majoritairement dans une optique de diversification agricole avec la pratique de l'élevage, de la pêche, de l'agriculture pluviale. La stratégie de diversification des sources de revenus est présente dans quatre-vingt-neuf [89] exploitations familiales soit 60,95% de l'effectif total. Majoritairement impliqués dans la pêche (32%) et le reste dans les activités manuelles comme « *tailleur* », « *maçon* », « *chauffeur* », sans possibilités d'estimation des revenus additionnels. La multi-activité est inhérente (Diouf, 2013) au système d'activités dans la vallée du fleuve Sénégal. La combinaison la plus classique est celle évoquée par les exploitants avec le système traditionnel agro-halio-pastoral⁵.

5. DISCUSSION

L'analyse des résultats relève que dans le contexte de forte pression foncière et de promotion de l'agrobusiness, les exploitations familiales s'adaptent en misant sur des formes d'intensification agricole. L'analyse du capital financier, montre que les investissements consentis, l'usage presque généralisé d'engrais chimiques, sont révélateurs de logiques de rentabilités recherchées par les

⁵ Le modèle agro-halio-pastoral était basée sur l'écologie de la vallée avec une complémentarité des différentes activités dans la gestion de l'espace (Diouf, 2013).

exploitants agricoles à l'image des agricultures entrepreneuriales des zones périurbaines de Dakar (Hathie I, et Ba C., 2014). Le choix de la culture commerciale, les coûts des intrants « *généralement importés et fabriqués à partir du pétrole* » (op.cit. : 213), obligent les petits producteurs à s'inscrire dans une logique de profit à l'image de l'agro-industrie. Les agricultures familiales participent à l'alimentation des marchés locaux et régionaux en produits frais. La commercialisation de la quasi-totalité de la production maraîchère, inscrit l'agriculture familiale de la commune de KMS dans la tradition du « *vivrier marchand* » (Chaléard, 2011). Cependant les contraintes regrettées sont liées à la fois aux difficultés de la culture irriguée, à un problème de maîtrise du marché, aux inquiétudes inhérente à la gouvernance foncière.

L'approche théorique et méthodologique, avec le SRL, est opérant dans la commune de KMS, elle permet d'apprécier les logiques paysannes. Globalement, les caractéristiques de ces exploitations familiales restent assez similaires à celles relevées par Gueye (2003) en milieu rural africain ouest africain. Elles sont marquées par une « *grande flexibilité, une solide capacité d'adaptation, un ancrage communautaire fort (relations sociales entre groupes sociaux et relations de pouvoir qui les structurent), une intégration de plusieurs objectifs, un portefeuille d'activités diversifiées* » (Op.cit.). Les inquiétudes des exploitations familiales, dans l'accès à la terre et à l'eau du lac de Guiers, dans un contexte gouvernance foncière marqué par la promotion de l'agrobusiness, confirment l'avis de Bockel et al. (2001) qui avance que dans les milieux ruraux africains, « *la vulnérabilité des ménages les plus pauvres se situent au niveau de la maîtrise de l'eau, du foncier, de la gestion du bassin versant, l'insécurité civile* ». Nonobstant ces contraintes, les exploitants maraîchers de KMS affichent des stratégies variées. La multi-activité reste un pari que certains agriculteurs sont prêts à relever. Elle répond à plusieurs objectifs à la fois d'ordre économique et sécuritaire (Diouf, 2013), et s'explique par le fait que les paysans sont obligés de gérer une partie de la filière agricole, de la production à la commercialisation.

L'inscription dans une agriculture commerciale confirme les stratégies d'adaptation dans le contexte du Delta du fleuve Sénégal, afin de se « *prémunir des accaparements fonciers et mieux maîtriser la commercialisation de leurs produits agricoles* » (Garambois Nadège, 2018:128). Certains productions vont plus loin en optant pour des formes de tenures foncières plus sûres avec l'obtention d'un titre foncier. Cette stratégie confirme l'intuition de Leroy Etienne et al. (2016: 173) qui affirme que dans le Delta du Niger, le besoin de sécurisation foncière s'impose comme une sécurité sociale et juridique avec les conflits récurrents et le processus de monétarisation de la terre. L'évolution du statut de la terre dans la commune s'inscrit dans une dynamique d'individualisation croissante des droits d'accès à la terre avec le développement de l'irrigation. La diversité des modes d'accès donne lieu à des situations « *métisses, hybrides, composites* » (Platteau, 1998) renforcées les capitaux investis par l'agrobusiness.

C'est une manière pour ces derniers de pallier les multiples carences de leurs exploitations familiales. Leur flexibilité renvoie à leur capacité à mobiliser des différents types de capitaux dans le cadre du modèle SRL ; des capitaux naturels avec la terre qui reste pour l'essentiel un bien familial acquis par legs à travers le droit coutumier. Ces agricultures agricoles familiales se caractérisent par des superficies agricoles réduites. Cette fragmentation du parcellaire est très perceptible dans les exploitations agricoles irriguées de la moyenne vallée et dans celles de l'office du Niger (Diouf, 2013). Une autre caractéristique importante de ces exploitations familiales, reste la taille de la main d'œuvre familiale variable et assez faible en général. Cela est lié notamment à l'évolution culturelle et aux transformations socio-économiques qui se traduisent par l'éclatement des grandes concessions familiales et des centres de décisions (Charlery, 2014). Au final, les exploitations familiales de la commune de Keur Momar SARR, sont conditionnées par l'environnement institutionnel et socio-économique. Alors que dans la LOASP (2004) l'État leur a confié « *les objectifs de satisfaction de la*

couverture alimentaire du pays », dans le contexte du Delta du fleuve Sénégal, les orientations politiques entretiennent la concurrence au profit de l'agro-industrie.

CONCLUSION

L'agriculture familiale dans la commune de KMS, dans le Delta du fleuve Sénégal, présente des caractéristiques similaires aux exploitations familiales dans les pays du Sud. Le contexte institutionnel de promotion de l'agro-industrie et de tensions autour du foncier, oblige à des stratégies d'adaptations qui prennent des formes d'intensification agricole, d'inscription au marché. La mobilisation des potentialités offertes par la proximité avec le lac de Guiers dans une perspective de SRL, et les contraintes imposées par l'irrigation, sont illustratives de formes de vulnérabilités socio-économiques que les chefs de ménages tentent de surmonter. Depuis les politiques d'aménagement des périmètres irrigués dans le Delta et aujourd'hui avec l'agrobusiness, l'accès aux ressources foncières et hydriques est la clé de lecture des systèmes de productions et des stratégies de capitalisation des acteurs. Avec la promotion de l'intensification initiée depuis la mise en place des premiers périmètres irrigués villageois (PIV), et aujourd'hui de l'agrobusiness dans la problématique foncière, deux réalités coexistent une approche traditionnelle où la terre s'inscrit dans une gestion communautaire selon les règles sociales et une logique capitalisme, frappée du sceau de la modernité (Diouf, 2013), qui émerge et tend s'ériger en modèle de gestion foncière optimale. Avec le défi de la souveraineté alimentaire, la résilience des exploitations familiales est une donnée importante que les acteurs institutionnels entendent prendre en compte afin de leur permettre de jouer leur rôle dans l'éradication de la faim.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] ACLOQUE Delphine, Gasselin Pierre, 2015, la quadrature des agricultures familiales : instruire et dépasser les controverses, Armand Colin | « Revue Tiers Monde » 2015/1 n° 221 | pages 129 à 146
- [2] BOCKEL L., Dabat M.H.. 2001. In : Séminaire international. s.l. s.n., 18 p.. La Pauvreté à Madagascar : état des lieux, facteurs explicatifs et politiques de réduction, 2001-02-05/2001-02-07, Tananarive (Madagascar).
- [3] BONNAL, Philippe ; et al. Conclusion : apports méthodologiques et conceptuels In : Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 10 janvier 2023). Disponible sur Internet : ISBN : 9782759230235.
- [4] CHAMBERS Roberts et Conway Gordon, 1991, Sustainable rural livelihood : practical concepts for the 21s century, IDS discussion. Chaléard Jean-Louis, 2011, les espaces ruraux dans l'Afrique subsaharienne, In.Martine Guibert et al., Dynamiques des espaces ruraux dans le monde, Armand Colin., pp. 201-216.
- [5] CHARLERY Bernard, 2011, le défi de la pauvreté, In.Martine Guibert et al. Dynamiques des espaces ruraux dans le monde, Armand Colin, pp.77-100.
- [6] CHARLERY Bernard, 2014, «Penser la question paysanne en Afrique intertropicale, PUF, Juin 2014»,
- [7] DIOUF Ibrahima Faye, 2013, Agriculture familiale et enjeux fonciers dans la vallée du fleuve Sénégal, Éditions universitaires européennes,
- [8] GARAMBOIS Nadège et al. 2018, politique hydro-agricole et résilience de l'agriculture familiale le cas du Delta du fleuve Sénégal, Éditions de la Sorbonne | « Revue internationale des études du développement » 2018/4 N° 236 | pages 109 à 135.
- [9] GASSELIN, Pierre ; et al. Introduction générale - Questions, enjeux et cadre d'analyse In : Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : Un nouveau paradigme du développement territorial ? [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2021 (généré le 10 janvier 2023).
- [10] GUILLAUME Soullier et al. 2018, « Les effets des investissements d'agrobusiness sur les agriculteurs familiaux. Le cas de la vallée du fleuve Sénégal », Économie rurale, 366 | 2018, 61-79.
- [11] HATHIE, Ibrahima ; Ba Cheikh Omar, 2014., L'agriculture familiale à l'épreuve de la sécheresse et de la libéralisation au Sénégal In : Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 11 janvier 2023). Disponible sur Internet : . ISBN : 9782759230235

- [12] LEROY E., 1998, les orientations des réformes foncières en Afrique francophone depuis le début des années 90, In. Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité, Karthala, 1998, Paris.
- [1] PLATTEAU J.P., 1998, Droits fonciers, enregistrement des terres et accès aux crédits: In. Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité, Karthala, 1998, Paris
- [13] SOURISSEAU, Jean-Michel ; et al. Introduction générale In : Diversité des agricultures familiales : Exister, se transformer, devenir [en ligne]. Versailles : Éditions Quæ, 2014 (généré le 10 janvier 2023). Disponible sur Internet : . ISBN : 9782759230235
- [14] SYLLA EHM, Seck SM, Barbier B, Niang S, Faye CAT, Ndiaye AM. 2023. Le partenariat public-privé appliqué aux investissements dans la grande irrigation en Afrique: le Projet de promotion du partenariat rizicole dans le Delta du fleuve Sénégal. Cah. Agric. 32: 9. <https://doi.org/10.1051/cagri/2023002>.
- [15] TALLET, Bernard. Colonisation et modernisation des exploitations agricoles dans l'ouest du Burkina Faso : Succès et fragilité de l'agriculture familiale In : Les paysans, l'état et le marché : Sociétés paysannes et développement [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 1997 (généré le 29 janvier 2023).
- [16] La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, ONU, FAO. 2014
- [17] Loi N°2004-16 portant Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale (LOASP)
- [18] Rapport de la phase 1 de l'Enquête Agricole Annuelle (EAA) 2019-2020, Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles